

2° le producteur de chicons avec au moins deux hectares de terrain de culture destiné aux chicons paie une cotisation annuelle de deux mille francs;

3° l'exportateur de chicons paie une cotisation d'un franc par kilo de chicons exportés avec destination finale les Etats-Unis ou le Japon. »

Art. 2. L'article 4, du même arrêté, est complété par l'alinéa suivant :

« Les cotisations obligatoires, prévues à l'article 3bis sont d'application pour un an, à partir du 1er juillet 1985. »

Art. 3. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 85 — 2283

13 AOUT 1985. — Arrêté royal relatif aux commissions chargées de l'administration du patrimoine de certains établissements scientifiques de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1930 accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du Ministère des Sciences et des Arts, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983 relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat, modifié par la loi du 6 décembre 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. § 1er. Le patrimoine de chacun des quatre groupements scientifiques repris à l'article 1er de la loi du 27 juin 1930 accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du Ministère des Sciences et des Arts tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983 relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat, est administré par une commission composée de :

1° pour les groupements de la Documentation, de l'Espace et de la Nature, le Directeur général ou son délégué de chacune des deux directions générales de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et pour le groupement des Musées les deux fonctionnaires généraux ou leurs délégués chargés de la gestion de ce groupement, ex officio en tant que représentants des Ministres;

2° les chefs d'établissements du groupement scientifique concerné, ex officio;

3° deux représentants du personnel scientifique nommés à titre définitif de chaque établissement constituant le groupement scientifique, à raison d'un représentant du régime francophone et d'un représentant du régime néerlandophone par établissement;

4° trois membres qui ne font pas partie du personnel par établissement concerné.

§ 2. La commission est composée de vingt membres pour les groupements de l'Espace et des Musées royaux de Belgique, et de quatorze membres pour les groupements de la Documentation et de la Nature.

2° de producent van willoof met een teeltoppervlakte van twee of meer hectaren willoof betaalt een jaarlijkse bijdrage van tweeduizend frank;

3° de uitvoerder van willoof betaalt een bijdrage van één frank per kilogram uitgevoerd willoof met eindbestemming Verenigde Staten of Japan ».

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De verplichte bijdragen, voorzien in artikel 3bis, gelden voor één jaar, met ingang van 1 juli 1985. »

Art. 3. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

MINISTERIE VAN ONDERWIJS  
EN « MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 85 — 2283

13 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit betreffende de commissies belast met het beheer van het eigen vermogen van sommige wetenschappelijke inrichtingen van het Rijk

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1930 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de wetenschappelijke en kunstinrichtingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 275 van 31 oktober 1983 betreffende sommige wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, bekrachtigd bij de wet van 6 december 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Het patrimonium van ieder der vier wetenschappelijke groeperingen vernoemd in artikel 1 van de wet van 27 juni 1930, waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de wetenschappelijke en kunstinrichtingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen, zoals gewijzigd werd door het koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983, betreffende sommige wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, wordt beheerd door een Commissie samengesteld als volgt :

1° wat de groeperingen Documentatie, Ruimte en Natuur betreft, ambtshalve de Directeur-generaal of zijn gemachtigde voor ieder der twee algemene directies Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en wat de groepering Musea betreft ambtshalve beide opperambtenaren of hun gemachtigden die belast zijn met het beheer van deze groepering, als vertegenwoordigers van de Ministers;

2° ambtshalve de hoofden van de inrichtingen van de betrokken wetenschappelijke groepering;

3° twee vertegenwoordigers van het vastbenoemd wetenschappelijk personeel van elke inrichting die tot de wetenschappelijke groepering behoort, namelijk één vertegenwoordiger van het Franse taalstelsel en één vertegenwoordiger van het Nederlandse taalstelsel per inrichting;

4° drie leden die geen deel uitmaken van het personeel, per inrichtingen.

§ 2. De commissie is samengesteld uit twintig leden, wat de groeperingen Ruimte en Musea betreft en uit veertien leden wat de groeperingen Documentatie en Natuur betreft.

§ 3. La commission de chacun des quatre groupements scientifiques doit comporter un nombre égal de francophones et de néerlandophones. Cet équilibre doit être réalisé lors de la nomination.

**Art. 2.** Les membres de chaque commission représentant le personnel scientifique et les personnalités extérieures sont nommés par Nous, sur proposition de Nos Ministres de l'Education nationale pour un terme de quatre ans.

Le mandat est renouvelable. Il prend cours le 1er janvier. Les membres sortants restent en fonction jusqu'à leur remplacement.

Aucun membre extérieur ne peut commencer un mandat s'il a dépassé l'âge de 68 ans.

Tout mandat de membre extérieur attribué avant cet âge limite peut être maintenu jusqu'à son terme. En cas de démission ou de décès d'un membre, il est procédé immédiatement à son remplacement. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 3.** Les fonctions de membre de la commission administrative de chaque patrimoine sont gratuites. Il est toutefois alloué aux membres choisis comme personnalités extérieures et qui sont appelés à se déplacer une indemnité calculée de manière à couvrir leurs frais de voyage et de séjour, selon les normes réservées aux fonctionnaires généraux des Administrations centrales de l'Etat.

Pour l'application de ces dispositions, ils sont assimilés aux fonctionnaires du rang 15.

**Art. 4.** Chaque commission est présidée à tour de rôle pendant un an par un des chefs d'établissement concernés dans chaque groupe scientifique. L'autre ou les autres chefs d'établissements concernés sont ex officio vice-présidents.

Le secrétariat de chaque commission est assuré par deux représentants du personnel scientifique, membres de la commission, à raison d'un par régime linguistique, désignés par la commission elle-même, de préférence dans des établissements distincts.

**Art. 5.** La commission délibérera sous la présidence du président ou, à son défaut, du vice-président ou du vice-président le plus âgé pour les deux groupements scientifiques composés de trois établissements.

Elle ne peut prendre de décision valable que si neuf membres pour les groupements de la Documentation et de la Nature, et treize membres pour les groupements de l'Espace et des Musées royaux de Belgique sont présents. Ces décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de parité, la voix du président de séance est prépondérante.

L'objet de la délibération doit être indiqué sur la convocation.

**Art. 6.** Les délibérations et les décisions de la commission administrative sont actées dans les procès-verbaux signés par le président, le ou les vice-présidents et les deux secrétaires.

Les procès-verbaux sont enregistrés dans un registre spécial. Une copie de chaque procès-verbal est envoyée aux membres de la commission administrative.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président et les deux secrétaires de la commission.

**Art. 7.** La commission administrative procède à tous actes d'administration et de disposition intéressant le patrimoine.

Toutefois, toute acquisition d'immeuble à titre onéreux, toute aliénation d'immeuble et la pleine jouissance de dons et legs dépassant le montant des dépenses soumises au seul visa de l'Inspection des Finances doivent au préalable avoir été autorisées par Nous.

**Art. 8. § 1er.** Les recettes suivantes sont affectées :

1<sup>o</sup> les donations entre vifs ou par testament faites, par le donateur ou le testateur, dans un but déterminé, sont affectées aux dépenses nécessaires à la réalisation de ce but;

2<sup>o</sup> les subventions nationales et internationales aux objets pour lesquels elles sont octroyées;

3<sup>o</sup> les recettes pour travaux de tiers, à la rémunération des collaborateurs engagés pour leur exécution ou leur poursuite; dans ce cas, les contrats des collaborateurs précisent l'origine des fonds qui les financent.

§ 3. De commissie van ieder der vier wetenschappelijke groeperingen bestaat uit evenveel Franstaligen als Nederlandstaligen. Dit evenwicht wordt bereikt bij de benoeming.

**Art. 2.** De leden van iedere commissie die het wetenschappelijk personeel vertegenwoordigen en de leden die niet tot het personeel behoren, worden voor een termijn van vier jaar, door Ons benoemd op voordracht van Onze Ministers van Onderwijs.

Het mandaat kan hernieuwd worden. Het gaat in op 1 januari. De uittreedende leden blijven in functie tot hun vervanging.

Een lid dat niet tot het personeel behoort mag geen mandaat beginnen, als hij de leeftijd van 68 jaar reeds heeft overschreden.

Als het lid dat niet tot het personeel behoort zijn mandaat vóór die leeftijd heeft opgenomen, dan kan hij dit mandaat behouden tot het verstrijken ervan. Als een lid ontslag neemt of overlijdt, wordt het onmiddellijk vervangen. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 3.** De functie van lid van de commissie van beheer van elk patrimonium is onbezoldigd. Aan de leden die niet tot het personeel behoren en die zich moeten verplaatsen, wordt evenwel een vergoeding verleend, derwijze berekend dat hun reis- en verblijfkosten gedekt worden volgens de normen die van toepassing zijn op de operambtenaren van de centrale Rijksbesturen.

Voor de toepassing van deze bepalingen worden zij gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15.

**Art. 4.** Iedere commissie wordt beurtelings voor de duur van één jaar voorgezeten door één van de betrokken inrichtingshoofden in elke wetenschappelijke groepering. Het andere hoofd of de overige hoofden van de betrokken inrichtingen zijn ambtshalve ondervoorzitter.

In iedere commissie wordt het secretariaat waargenomen door twee vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel, die lid zijn van de commissie, naar rato van één per taalstelsel. Zij worden door de commissie zelf gekozen bij voorkeur in verschillende inrichtingen.

**Art. 5.** De commissie beraadslaagt onder het voorzitterschap van de voorzitter of, bij diens ontstentenis, van de ondervoorzitter of van de oudste ondervoorzitter voor de twee wetenschappelijke groeperingen die uit drie inrichtingen bestaan.

Ze kan slechts een geldige beslissing nemen wanneer negen leden van de groeperingen Documentatie en Natuur en dertien leden voor de groeperingen Ruimte en Musea vergaderd zijn. Die beslissingen worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering beslissend.

Het onderwerp van de beraadslaging moet op de uitnodiging vermeld worden.

**Art. 6.** De beraadslagingen en de beslissingen van de commissie van beheer worden opgetekend in de notulen die door de voorzitter, de ondervoorzitter(s) en de twee secretarissen ondertekend worden.

De notulen worden in een bijzonder register ingeschreven. Een afschrift van de notulen wordt telkens aan de leden van de commissie van beheer toegezonden.

Afschriften of uittreksels die bij het gerecht of elders moeten voorgelegd worden, moeten door de voorzitter en door de twee secretarissen van de commissie ondertekend worden.

**Art. 7.** De commissie van beheer verricht alle handelingen van beheer of van beschikking die op het patrimonium betrekking hebben.

Niettemin moeten elke verwerving van onroerende goederen onder bezwarende titel, elke vervreemding van onroerende goederen en het volle genot van de giften en legaten boven het bedrag van de uitgaven waarvoor enkel het visum van de Inspectie van Financiën vereist is, vooraf door Ons toegelaten worden.

**Art. 8. § 1.** De hierna vermelde ontvangsten worden aangewend als volgt :

1<sup>o</sup> de schenkingen onder levenden of bij testament, met een bepaald doel door schenker of de erfflater gedaan, moeten aangewend worden voor de uitgaven die voor de verwezenlijking van dit doel vereist zijn;

2<sup>o</sup> de nationale en internationale toelagen voor de posten waarvoor ze toegekend worden;

3<sup>o</sup> de ontvangsten voor werken voor derden ter bezoldiging van de medewerkers die de uitvoering of de voortzetting van bedoelde werken werden aangeworven; in dat geval vermelden de contracten van die medewerkers de herkomst van de financieringsgelden.

§ 2. Il est créé dans chaque groupement scientifique des comptes de gestion distincts par activité et/ou programme, quelle que soit la provenance des recettes, afin d'assurer un contrôle comptable précis et d'apprécier quant au fond les missions et activités.

§ 3. Les autres recettes du patrimoine des groupements ne sont pas affectées à des dépenses particulières.

Art. 9. Le maniement des fonds et la gestion des dépenses sont confiés à un comptable du patrimoine, choisi parmi le personnel administratif et technique de l'un des établissements scientifiques du groupement concerné, ou recruté sous contrat spécialement à cette fin.

Aucune dépense ne peut être effectuée qu'après autorisation de la commission. Les dépenses inférieures à 100 000 francs pourront toutefois être effectuées sans cette autorisation si elles ont été visées par le président et le ou les vice-présidents.

Art. 10. La commission engage dans les limites de ses ressources le personnel nécessaire à l'administration du patrimoine et à l'exécution de ses missions.

Art. 11. Chaque année, au plus tard le 31 janvier, la commission établit son budget des recettes et des dépenses pour l'exercice budgétaire en cours et arrête ses comptes de l'exercice écoulé.

Le budget et les comptes ne deviennent définitifs qu'après approbation écrite des directeurs généraux concernés, au plus tard le 15 mars de l'exercice en cours.

Le contrôle des comptes est effectué annuellement par les administrations compétentes et soumis à la Cour des Comptes.

Art. 12. La commission adressera chaque année un rapport d'activité et la situation des libéralités purement mobilières reçues par elle durant l'exercice écoulé, et pour l'acceptation desquelles Notre autorisation n'est pas requise.

Art. 13. La première année, les commissions sont présidées par le chef d'établissement le plus âgé.

Art. 14. Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 24 juin 1931 relatif au patrimoine des établissements scientifiques et artistiques;

— l'arrêté royal du 23 août 1933 portant fixation du règlement organique des musées royaux des Beaux-Arts de Belgique;

— l'arrêté royal du 20 mars 1962 accordant la personnalité civile au Musée royal de l'Afrique centrale et portant création de la commission chargée de l'administration de son patrimoine;

— l'arrêté royal du 31 août 1965 accordant la personnalité civile à l'Institut d'Aéronomie spatiale de Belgique et portant création de la commission chargée de l'administration de son patrimoine.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles 1er, 2 et 16 qui produisent leurs effets le 1er janvier 1985.

Art. 16. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 13 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

A. BERTOUILLE

§ 2. Iedere wetenschappelijke groepering stelt afzonderlijke beheersverantwoordingen op voor elke activiteit en/of voor elk programma, ongeacht de herkomst van de ontvangsten, om een nauwkeurige boekhoudcontrole en de beoordeling van het nut van de opdrachten en activiteiten mogelijk te maken.

§ 3. De overige ontvangsten van het patrimonium van de groeperingen zijn niet bestemd voor bijzondere uitgaven.

Art. 9. De behandeling van de gelden en het beheer van de uitgaven worden toevertrouwd aan een rekenplichtige van het patrimonium, die gekozen wordt onder het administratief en technisch personeel van één der wetenschappelijke inrichtingen van de betrokken groepering of met dit doel contractueel aangeworven wordt.

Voor iedere uitgave is de toelating van de commissie vereist. De uitgaven van minder dan 100 000 frank kunnen evenwel zonder deze toelating worden verricht, op voorwaarde dat ze vooraf door de voorzitter en de ondervoorzitter(s) gevisieerd worden.

Art. 10. Binnen de perken van de beschikbare geldmiddelen werft de commissie het vereist personeel aan voor het bestuur van het patrimonium en de uitvoering van haar opdrachten.

Art. 11. Ieder jaar, ten laatste op 31 januari, maakt de commissie haar begroting van ontvangsten en uitgaven voor het lopende begrotingsjaar op en sluit ze haar rekeningen van het afgelopen dienstjaar af.

De begroting en de rekeningen worden pas definitief, na de schriftelijke goedkeuring ervan door de betrokkene directeurs-generaal, ten laatste op 15 maart van het lopende dienstjaar.

De rekeningen worden jaarlijks door de bevoegde besturen gecontroleerd en aan het Rekenhof voorgelegd.

Art. 12. Ieder jaar maakt de commissie een verslag van de activiteiten, alsook een overzicht van de giften van louter roerende aard welke hij tijdens het afgelopen dienstjaar heeft ontvangen en waarvoor Onze toelating niet vereist is.

Art. 13. Het eerste jaar wordt de commissie voorgezeten door het oudste inrichtingshoofd.

Art. 14. Opgeheven worden :

— het koninklijk besluit van 24 juni 1931 dat betrekking heeft op het vermogen der wetenschappelijke en kunstinrichtingen;

— het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 houdende vaststelling van het organiek reglement van de koninklijke musea van Schone Kunsten van België;

— het koninklijk besluit van 20 maart 1962 waarbij rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika en waarbij de commissie belast met het beheer van zijn patrimonium, opgericht wordt;

— het koninklijk besluit van 31 augustus 1965 waarbij rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan het Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie en waarbij de commissie belast met het beheer van zijn patrimonium opgericht wordt.

Art. 15. Dit koninklijk besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van de artikelen 1, 2 en 16 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1985.

Art. 16. Onze Ministers van Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 13 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. BERTOUILLE